

## Interpellation sur le système territorial français

Depuis des années, l'organisation territoriale fait l'objet de nombreux débats et critiques.

En vrac, sans prétention d'exhaustivité et sans classement par ordre d'importance : sous le modèle économique de l'attractivité et la compétitivité des villes, ont été mis en débat les grands projets inutiles, la métropolisation et le rapport au monde, le rapport métropoles/hinterland, la densification, le périurbain, les surfaces commerciales et entrées de ville, les fractures territoriales et inégalités territoriales, la métropole France et ses TGV, les villes moyennes en déprise, l'excès patrimonial, la crise du logement particulièrement dans les métropoles, l'affaiblissement des services publics, les rapports État/collectivités territoriales, la financiarisation de la fabrique des villes, l'espace public... Le tout avec le recours à des catégories : métropoles, agglomérations, villages, villes moyennes, périurbain, ruralité, smartcity, etc. et cela plus de 25 ans après la proposition de Françoise Choay, « *c'est de l'urbain dont nous parlons* ». (*L'urbanisme, utopies et réalités*, Ed Seuil, 1965, 1979)

Ce débat est marqué depuis le début des années 2000 par la thématique du développement durable, et la critique de l'urbanisme productiviste. C'est à partir de 2015 que le changement global - crise climatique, extinction de la biodiversité - vient le percuter et oblige des interrogations renouvelées, des remises en cause très profondes... Ces débats font émerger des solutions et des pistes qui exaltent le local et la proximité. Pistes qui méritent d'être passées au crible d'une critique dynamique car le repli sur un périmètre est profondément ringard. Quant à la proximité - sujet complexe mais essentiel - elle s'exprime surtout dans l'exaltation de la commune alors que 72% d'entre elles ont moins de 1000 habitants, ce qui rend très difficile l'exercice de cette proximité, et que les intercommunalités commencent à s'imposer.

La crise sanitaire a-t-elle bouleversé nos approches ? Comment anticiper d'autres événements majeurs ? Quelles leçons en tirer ?

La Ville en Commun souhaite contribuer à la réflexion, modestement mais en essayant de repolitiser le débat, car ce qui s'est écrit ces derniers mois notamment, marqué par "*la passion française de l'indignation, de la déploration systématique*" [Vanier/Martin-Gousset] mérite d'être passé au tamis de nos modestes savoirs et de notre position critique et constructive.

Reprenant en cela Jean-Marc Offner qui cite ces mots d'Hannah Arendt : « *la politique, c'est la transformation d'un monde pluriel – celui de l'irréductible diversité humaine – en un monde commun* ».

« La France d'après ? »

« *La crise que nous sommes en train de vivre pose différentes questions sur la ville post-Covid, notamment sur les modes de relations sociales, et de manière plus générale sur ce que sera la vie urbaine. Beaucoup pensent que la pandémie va marquer une rupture nette entre tout ce qui s'est passé avant février-mars 2020 et ce qui se passera dans un «après» difficile à déterminer. Il y a pourtant de nombreuses raisons de penser que la discontinuité ne sera pas si radicale, et que l'on ne repartira pas d'une tabula rasa mais au contraire d'un modèle profondément ancré dans l'histoire (et à historiciser) et dans l'espace (et à spatialiser), qui continuera donc à agir dans le futur. Je veux dire par là que les événements passés et leurs effets spatiaux ne seront pas complètement effacés par la pandémie : s'ils seront dans certains cas profondément perturbés, ils risquent d'être*

*accentués dans d'autres.* » [Giovanni Semi]

Les climatologues, écologues, virologues et aux autres experts nous aideront dans la compréhension des interactions entre l'homme et son environnement susceptibles d'expliquer la diffusion de la Covid-19.

Dans un premier temps, nous voulons simplement identifier quelques questions majeures qui se posent dans cette période, avec un objectif : produire une proposition politique visant à animer le débat des prochaines élections régionales en 2021, et à accompagner les nouvelles équipes municipales.

Prétention élevée car beaucoup de monde s'intéresse à la question urbaine : l'État et ses ministères, les agences d'urbanisme, la caisse des dépôts, les grandes entreprises du BTP, les promoteurs immobiliers, bien sûr les collectivités locales, les chercheurs, les universitaires, le mouvement associatif. Nous essaierons de le faire avec l'approche critique de cette action publique. « *L'action publique se trompe de trajectoire. Elle regarde les questions urbaines avec des lunettes obsolètes. Sa vision, inchangée depuis un demi-siècle et celle d'un univers qui n'existe plus ; elle rend inopérante les manières de penser les problèmes de la ville contemporaine et leurs solutions... Seule l'intelligence territoriale profondément renouvelée, dans ses principes comme dans ses instruments pourrait conduire l'indispensable aggiornamento qui redonnera aux politiques des marges de manœuvre des capacités d'agir inédite.* » [Jean-Marc Offner, *Anachronismes urbains*]

Ambition, car si la crise sanitaire a mis sous les projecteurs des sujets qui ne sont pas nouveaux et sur lesquels nous travaillons : souffrance sociale (Seine Saint Denis), densité des villes, mouvement vers le périurbain, volonté de quitter la métropole parisienne, la « métropole-France », les villes moyennes, innovations dans la ruralité, habiter aujourd'hui, rapport villes/nature, le Grand Paris, rapport État/collectivités, démocratie continue et délibérative... ce qui est frappant à la lecture des multiples contributions au débat, c'est que chacun semble camper sur ses positions antérieures, comme si la crise sanitaire les avait validées.

Or, nous sommes enclins à penser qu'une explication unique et des solutions en silo ne sont pas du tout à la hauteur du défi. Oui, il faut interpellier la mondialisation, les politiques néo-libérales, le rôle de l'État, mais à la suite de Marco Cremaschi « ... *les limites des modèles interprétatifs binaires suggèrent d'analyser, au-delà des causes de la pandémie, l'influence indirecte de la «formation socio-territoriale» (Bagnasco 1994), c'est-à-dire de la manière dont une société évolue et change dans les structures de la longue durée, bien plus probante que la densité ou la présumée uniformisation métropolitaine* », nous essaierons de développer des analyses et propositions «horizontales» essayant de trouver les points de convergences entre les multiples hypothèses et modes de réponse.

La Ville en Commun se propose de contribuer – modestement - au renouveau qui s'impose de la pensée urbaine.

Nous nous efforcerons de semer des petits cailloux blancs sur le chemin de la réinvention du *Droit à la ville* [Henri Lefebvre, Richard Sennett], en posant comme exigence la nécessité de sortir de la « République du sommeil » [Guido Martinotti / Jean Viard], en bousculant la glorification de la démocratie participative qui fait citoyens les seuls résidents/électeurs.